

Le 27 janvier 2013

Le collectif Nabni publie son rapport Algérie 2020 : 5 leviers pour éviter le scénario du «Titanic»

Le collectif Nabni a rendu public hier son rapport «Enseignements et vision pour l'Algérie 2020». Hier, à la salle Cosmos de Ryad El Feth, ses animateurs l'ont présenté devant une audience importante, composée d'experts, d'universitaires, de chefs d'entreprises et de représentants de la société civile.

Un panel assez représentatif de ce qu'on pourrait appeler la «classe moyenne» algérienne et dont l'élite souhaiterait intervenir dans le débat sur le présent et l'avenir du pays par des propositions pour la relance d'un certain nombre de domaines d'activité perçus comme indispensables à la mise en place d'une politique de développement à l'horizon 2020.

Le document discuté hier et qui devrait être soumis ces jours-ci à débat est composé de cinq parties. Ses constituants sont organisés par ordre de priorité : économie, éducation, santé, vivre ensemble, culture et gouvernance. Leurs contenus s'interpénètrent cependant dans une énonciation globale dont le but est de «ramasser» les éléments du projet global que le collectif Nabni soumet à l'analyse et à l'enrichissement.

Ce rapport en «5 pièces», des «leviers», dit-on auein du collectif, reprend dans le détail le travail d'expertise que les animateurs du collectif ont déjà fourni dans le cadre des «100 propositions» de sortie de crise, exprimées l'an dernier à l'occasion du cinquantenaire de l'Indépendance. Il est rédigé selon l'image que l'Algérie est un bateau, le «Titanic», pour qui l'absence d'un cap bien défini à partir des constats actuels pourrait conduire droit sur l'iceberg.

Qui pourrait provoquer cette catastrophe ? «Trop compter sur la rente pétrolière», répondent à l'unisson les membres du collectif Nabni. «Le poumon de l'économie nationale est en voie de disparition, la rente pétrolière n'est pas éternelle, elle va être épuisée», a-t-on entendu d'entrée de jeu et dès le début de la discussion animée par le journaliste Ahmed Lahri, qui a modéré les interventions.

Hamadi Rostom a fait une petite présentation sur l'initiative de Nabni lancée au mois d'avril 2011, dont elle publie un premier rapport 2012 : «100 mesures pour une Algérie nouvelle». Ensuite, il a cité les 5 leviers pour bâtir une Algérie nouvelle.

Le porte-parole de Nabni, Abdelkrim Boudra, a axé son intervention sur le volet économique, où il a proposé deux scénarios. Le premier est pour le pire, en d'autres termes ce qui va se passer si l'Algérie poursuit sa démarche, sans opter pour un changement urgent dans sa politique économique. Le second scénario prévoit une meilleure perspective : «Si on mobilise nos ressources, on pourra aller vers le chemin du développement», a déclaré M. Boudra. Selon lui, les Algériens partagent son point de vue, parce qu'ils rêvent d'une autre Algérie.

Pour sa part, le banquier Mokhtar Kharroubi a fait une comparaison entre l'Algérie des années soixante et celle d'aujourd'hui. Selon les études établies, la pauvreté est réduite, tout comme les inégalités sociales. Pour ce qui est de l'emploi, l'interlocuteur a fait remarquer que la création d'emplois dans toutes ses formes ne dispose pas de mécanisme de suivi, ce qui fait que ces postes disparaissent aussi rapidement qu'ils sont créés. M. Kharroubi a appelé à orienter l'argent de la rente pétrolière vers d'autres activités. «Il faut aller vers une politique industrielle éclairée et cohérente», a-t-il conclu.

Le secteur sensible et compliqué de l'éducation, autre volet très important dans le développement de chaque pays, a également été évalué par le groupe de penseurs Nabni. Liès Chitour, dans son analyse de la situation de ce secteur, a pointé du doigt le problème de la qualité. Il dira à ce sujet : «La quantité est une réussite, la qualité n'est plus.» Il s'est

par la suite penché sur le volet du vivre ensemble en préconisant de redonner une cohérence au bâti dans les villes et villages et assurer une meilleure intégration. «Il faut construire plus intelligent», a-t-il conclu.

Sur le volet de la gouvernance, Abdelmadjid Attar, ancien PDG de Sonatrach, dira que l'Algérie figure toujours en queue du peloton des classements internationaux, au sein de pays à revenus comparables et quel que soit l'indicateur retenu. Ainsi, pour un Etat de droit, les Algériens doivent être égaux devant la loi, poursuit-il. «Il n'y aura plus d'Etat de droit "informel" octroyant des privilèges à certains et offrant un cadre légal incertain à d'autres. La justice sera indépendante et assurera un traitement équitable à chaque citoyen indépendamment de tout critère non constitutionnel. Un rééquilibrage des pouvoirs sera réalisé, afin de permettre l'expression systématique de mécanismes de contre-pouvoir, notamment en redonnant au Parlement son plein rôle», plaide-t-il.

Quant au volet culturel, Achraf Benhassine plaide pour la réappropriation de l'espace culturel par les citoyens et d'accroître la diversité de l'offre culturelle sur tout le territoire national. «Il faut également rendre les structures en charge de la politique et de l'offre culturelles décentralisées, autonomes et professionnelles et faire en sorte qu'un programme varié d'animation culturelle existe au niveau de chaque localité, afin de rendre les territoires attractifs. Faire en sorte également que l'Etat apporte un soutien multiforme et un financement adéquat au développement des politiques artistiques dans tous les domaines (musique, littérature, théâtre, arts plastiques, cinéma)», insiste-t-il.

De son côté, Zoubir Benhamouche, membre du comité de pilotage du réseau Nabni, estime qu'il ne faut pas se laisser gagner par cette idée selon laquelle rien n'est possible sans changement politique préalable. L'émergence d'une autre gouvernance capable de développer l'Algérie est l'affaire de tous», a-t-il conclu.

A la fin des différentes présentations, le débat était ouvert au public pour l'échange d'idées, poser des questions et faire des propositions et des critiques.